



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD – PAS-DE-CALAIS

Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement

Prouvy, le 29 octobre 2012

Unité Territoriale du Hainaut-Cambrésis-Douaisis
Parc d'Activités de l'Aérodrome - BP 40137
59303 Valenciennes cedex
9h00 – 12h00 / 14h00 – 17h00
16h15 le vendredi

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES
INSTALLATIONS CLASSEES
POUR PASSAGE EN CODERST**

Affaire suivie par Richard PREUVOT

Téléphone : 03.27.21.05.15

Télécopie : 03.27.21.00.54

richard.preuvot@developpement-durable.gouv.fr

Référence : RP/V2.2012.641

Référence : Rejet de Substances Dangereuses dans l'Eau
Equipe : V2
N° S3IC : 070.01055
Type d'établissement : Autorisation, PN

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement.
Arrêté préfectoral complémentaire imposant la surveillance pérenne des rejets de substances dangereuses de l'établissement SEVELNORD à HORDAIN dans le milieu aquatique.

Référence : Arrêté préfectoral du 23 février 2010 imposant à la société SEVELNORD des prescriptions relatives à la surveillance des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique pour son établissement d'HORDAIN.

Raison sociale de l'établissement : SEVELNORD

Adresse du siège social : 75 avenue de la Grande Armée
75116 PARIS

Adresse de l'établissement : Zone Industrielle n°3 Hordain – BP 10
59111 LIEU ST AMAND

Activité principale : Constructeur automobile

Contacts dans l'entreprise : Claude MANTES – Directeur de l'Unité Technique de Centre
Denis LEGRY – Responsable Environnement
Dominique BEUGIN – Technicien Environnement

Code NAF : 2910 Z

SIRET : 351 005 582 00025

Nombre de salariés : 2.800

Sevelnord_Hordain_RapportCoderst_070.01055_29102012

Sommaire

1. Introduction
2. Mise en œuvre de la circulaire du 5 janvier 2009 complétée par la note du 27 avril 2011
3. Surveillance (phase pérenne) des rejets des substances dangereuses
4. Avis de l'inspection des installations classées
5. Suites administratives

Annexes

1. Tableau de synthèse des campagnes initiales de recherche de substances dangereuses dans l'eau
2. Projet d'arrêté préfectoral complémentaire
3. Lettre DREAL du 4 septembre 2012 (consultation de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire)

I. – INTRODUCTION

La directive Cadre sur l'Eau DCE 2000/60/CE du 23 octobre 2000 prévoit la mise en œuvre des actions qui doivent permettre l'atteinte du bon état des masses d'eau en 2015. Elle vise également la réduction progressive, voire la suppression des rejets de substances dangereuses compte tenu de leur caractère toxique, persistant et bioaccumulable pour le milieu aquatique.

Suite à l'adoption de cette directive, le Ministère en charge de l'Environnement a mis en œuvre une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées (action RSDE).

Au niveau national, la première phase de l'action de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau (3RSDE) par les installations classées s'est déroulée de 2002 à 2007. Elle a porté sur la recherche de 106 substances dangereuses pour chaque rejet. Elle a été déclinée en Nord – Pas-de-Calais auprès de 240 établissements, en vue d'acquiescer ou d'approfondir la connaissance des rejets industriels des substances dangereuses.

Le bilan national des données de cette première phase a permis de capitaliser des données sur la métrologie des substances, et de dresser la liste des substances dangereuses caractéristiques de chaque secteur d'activité. Le bilan régional a permis de cibler les enjeux locaux.

Sur la base du bilan national, la circulaire du Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du développement Durable et de l'Aménagement du Territoire du 5 janvier 2009 a défini une deuxième phase de cette action qui consiste à la mise en place d'actions généralisées, déclinées par secteur industriel, de surveillance, de quantification, puis conjointement ou consécutivement de réduction des flux de substance toxiques déversées dans les rejets des ICPE.

II – MISE EN ŒUVRE DE LA CIRCULAIRE DU 5 JANVIER 2009 COMPLETEE PAR LA NOTE DU 27 AVRIL 2011

II.1. Établissements concernés :

Les établissements concernés par la mise en œuvre de la circulaire du 5 janvier 2009 sont les ICPE dont le secteur d'activité correspond à l'un des secteurs mentionnés dans l'annexe 1 de la dite circulaire et :

- soumises à autorisation, en activité ou en phase de post-exploitation et disposant toujours d'une autorisation de rejets d'eaux industrielles,
- soumises à déclaration si une action généralisée visant le retour au bon état des masses d'eau est menée sur un bassin versant.

En priorité parmi ces installations sont concernées :

- les ICPE nouvelles ou faisant l'objet de nouveaux arrêtés,
- les ICPE relevant de la directive IPPC,

- les ICPE identifiées comme étant à enjeux au niveau régional en raison des critères relatifs à la pollution des eaux de surface.

II.2. Rejets concernés :

Les rejets concernés sont les eaux issues du procédé industriel et eaux pluviales ou de refroidissement susceptibles d'être souillées du fait de l'activité industrielle (exemple : lixiviats de décharge, eaux pluviales issues des zones d'activité extérieures en contact avec les installations industrielles), que leur rejet s'effectue directement au milieu naturel ou via une station d'épuration. Sont exclues les eaux pluviales des voies de circulation, toitures et surfaces non affectées par l'activité industrielle.

II.3. Étapes de réalisation :

L'action se décline de la manière suivante pour les installations concernées :

→ **Prise d'un arrêté préfectoral complémentaire** prescrivant une surveillance initiale des substances représentatives du secteur d'activité de l'établissement (ou des substances pour lesquelles on observe un dépassement de la norme de qualité du milieu) : 1 mesure 24h/mois pendant 6 mois, afin de vérifier leur présence et la quantifier le cas échéant.

La liste de substances est établie en fonction :

- du secteur d'activité de l'établissement,
- de l'état de la masse d'eau (concentrations mesurées dans le milieu naturel) dans laquelle s'effectue in fine le rejet des eaux de l'établissement,
- des résultats, le cas échéant, de la première phase de l'action RSDE.

La circulaire du 23 mars 2010 précise que la recherche peut être abandonnée pour les substances, ne figurant pas en gras sur les listes sectorielles en rapport avec l'activité du site à l'annexe 1 de la circulaire du 5 janvier 2009 susvisée, et qui n'auront pas été détectées après 3 mesures réalisées dans les conditions techniques décrites à l'annexe 5 de la même circulaire.

Pour le secteur de la chimie qui ne dispose pas de liste sectorielle, la recherche peut être abandonnée pour les substances qui n'ont pas été détectées ni lors de la première phase de l'action RSDE, ni après 1 mesure réalisée dans les conditions techniques décrites à l'annexe 5 de la circulaire susvisée.

→ **Émission d'un rapport** d'analyses par l'exploitant qui permettra de déterminer quelles substances doivent être surveillées de façon pérenne sur le site. Au terme de cette surveillance initiale et au regard des résultats obtenus, la nécessité de poursuivre la surveillance et de revoir le cas échéant la liste des substances recherchées sera étudiée.

→ **Prise d'un second arrêté préfectoral complémentaire** prescrivant la surveillance pérenne : 1 mesure par trimestre sur une liste de substances établie en fonction des résultats de la surveillance initiale.

→ **Établissement** et fourniture d'un **programme d'actions** pour obtenir des réductions voire des suppressions d'émission de certaines substances dangereuses. Dans le cas où des actions précises de réduction ne peuvent pas être rapidement mises en place, le programme d'action comprend les dates de lancement, de réalisation et d'achèvement des **études technico-économiques** permettant d'établir les différentes voies de réduction envisageables.

→ **Émission** par l'exploitant **d'un deuxième rapport d'analyses** qui permettra de déterminer pour quelles substances la surveillance peut être abandonnée, suite, notamment, à une amélioration de la qualité des rejets.

III. – SURVEILLANCE (PHASE PERENNE) DES REJETS DE SUBSTANCES DANGEREUSES

L'arrêté préfectoral complémentaire du 23 février 2010 a imposé à SEVELNORD, en application de la circulaire du 5 janvier 2009, une phase initiale de surveillance des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique.

L'exploitant a transmis le 28 novembre 2011 à l'inspection des installations classées un premier rapport de surveillance initiale. Une nouvelle version modifiée de ce rapport a été transmise à l'inspection des installations classées le 7 août 2012, suite à des remarques formulées par cette dernière lors de la visite d'inspection du 23 juillet 2012.

Ce dernier rapport comprend :

- un tableau récapitulatif des mesures ;
- l'ensemble des rapports d'analyses ;
- l'état récapitulatif permettant d'attester de la traçabilité des opérations de prélèvement et de mesure de débit édité à partir du site de l'Ineris ;
- des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés ;
- une estimation du flux journalier moyen conformément au paragraphe 1.2 de la note du DGPR du 27 avril 2011 sus-visée.

Au vu des résultats, l'exploitant a classé les substances mesurées lors de cette phase de surveillance en 3 catégories:

1 - Les substances analysées lors de la surveillance initiale dont il n'est pas utile de maintenir la surveillance au vu des faibles niveaux de rejets constatés : **substances à abandonner**

2 - Les substances dont les quantités rejetées sont suffisamment importantes pour qu'une surveillance pérenne de ces émissions soit maintenue : **substances à surveiller**

3 - Parmi ces substances à surveiller, celles pour lesquelles les quantités rejetées ne sont pas suffisamment faibles pour dispenser l'exploitant d'une réflexion approfondie sur les moyens à sa disposition pouvant permettre d'obtenir des réductions voire des suppressions : **substances devant faire en plus de la surveillance l'objet d'un programme d'actions.**

IV. – AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Dans sa transmission du 7 août 2012, l'exploitant, au vu des résultats de la surveillance de ses rejets aqueux, exercée conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 23 février 2010 susvisé, prévoit le maintien d'une surveillance pérenne pour le nickel et les nonylphénols, assortie d'un plan d'actions pour le nickel.

Cependant, l'exploitant précise qu'il a déjà substitué le nickel par un autre produit, le Zircobond, dont il fournit une fiche de données de sécurité.

Cette fiche laisse apparaître que ce nouveau produit contient du cuivre, substance référencée par la circulaire ministérielle du 5 janvier 2009 relative à la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique dans les rejets des installations classées pour la protection de l'environnement.

Or, cette substance n'a pas été suivie dans le cadre de la surveillance initiale des rejets aqueux de l'établissement.

Il importe donc de poursuivre la surveillance de cette substance dans les mêmes conditions que celles prescrites par l'arrêté préfectoral du 23 février 2010 susvisé.

Un tableau récapitulatif des flux mesurés et de leurs impacts au regard des dispositions de la circulaire du 5 janvier 2009 complétée par la note du 27 avril 2011 est joint en annexe 1.

D'autre part, comme l'indique l'exploitant dans son rapport, étant donné que le nickel a été substitué par un autre produit n'en contenant plus, le plan d'actions résultant des contrôles des rejets aqueux, effectués avant cette substitution, ne se justifie plus.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été rédigé en ce sens (projet joint en annexe 2).

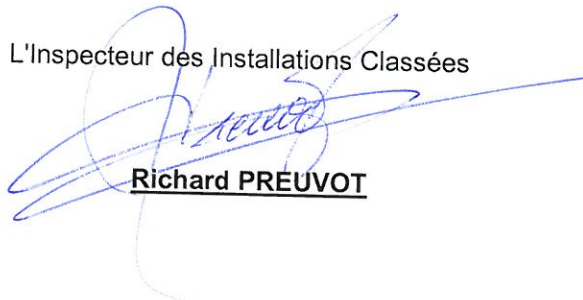
L'exploitant a été consulté sur le projet d'arrêté par lettre du 4 septembre 2012, dont une copie est jointe en annexe 3.

Il a informé verbalement l'inspection des installations classées, lors de la visite d'inspection du 15 octobre 2012, que celui-ci n'appelait aucune remarque particulière de sa part.

V – SUITES ADMINISTRATIVES

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Nord d'imposer à la société SEVELNORD, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire pris dans les formes prévues à l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement, la surveillance pérenne des rejets de nonylphénols, ainsi que la poursuite de la surveillance initiale pour le cuivre. Un projet d'arrêté rédigé dans ce sens est joint en annexe 2 au présent rapport.

L'Inspecteur des Installations Classées



Richard PREUVOT

Vu et transmis à Monsieur le Chef du Service Risques
Prouvy, le
Le Chef d'Unité

29 OCT. 2012



Daniel HELLEBOID

Vu et transmis avec avis conforme à :

- Monsieur le Préfet de la Région Nord Pas-de-Calais, Préfet du Nord – DiPP/BICPE
12 et 14 rue Jean Sans Peur
59039 LILLE CEDEX
pour passage en CODERST

Lille, le 08 NOV. 2012
Pour le Directeur et par délégation,
L'Ingénieur des Mines,
Chef du Service Risques



Frédéric BAUDOUIN

**ANNEXE 1 : Tableau de synthèse des campagnes initiales
de recherche de substances dangereuses dans l'eau**

1) Moyenne arithmétique pondérée par les débits des mesures effectuées = $(C1 \times D1 + C2 \times D2 + C3 \times D3 + C4 \times D4 + C5 \times D5 + C6 \times D6) / (D1 + D2 + D3 + D4 + D5 + D6)$

Lorsque le résultat pour certaines des mesures de la surveillance initiale est indiqué comme « inférieur à la limite de quantification à laquelle a travaillé le laboratoire », la valeur à prendre en compte dans le calcul de la moyenne est égale à la mo-
 Lorsque la valeur moyenne de la série de mesure est inférieure à la limite de quantification la concentration moyenne est alors considérée comme inférieure à la limite de quantification.

[illegible]

ANNEXE 2 : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

**Projet d'arrêté préfectoral complémentaire prescrivant à la société
SEVELNORD des prescriptions complémentaires relatives à la surveillance
pérenne de substances dangereuses dans le milieu aquatique pour son
établissement d'HORDAIN**

- VU** la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;
- VU** la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;
- VU** la directive 2008/105/EC du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;
- VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1er des parties réglementaires et législatives du Livre V ;
- VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
- VU** le décret n°2005-378 du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;
- VU** l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R.212-10, R.212-11 et R.212-18 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté du 12 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et aux critères à mettre en œuvre pour délimiter et classer les masses d'eau et dresser l'état des lieux prévu à l'article R.212-3 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté du 26 juillet 2010 approuvant le schéma national des données sur l'eau ;
- VU** le rapport d'étude de l'INERIS N°DRC-07-82615-13836C du 15/01/08 faisant état de la synthèse des mesures de substances dangereuses dans l'eau réalisées dans certains secteurs industriels ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1993 modifié autorisant la société SEVELNORD à exercer ses activités sur le territoire des communes d'Hordain et Lieu-Saint-Amand ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 23 février 2010 prescrivant la surveillance initiale RSDE ;
- VU** le rapport établi par SEVELNORD et daté du 28 novembre 2011 présentant les résultats d'analyses menées dans le cadre de la recherche initiale de substances dangereuses dans les rejets aqueux de l'établissement et complété le 7 août 2012
- VU** le courrier de l'inspection du 4 septembre 2012 qui a proposé un projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 29 octobre 2012 ;
- VU** l'avis du CODERST du XXXXX ;

Considérant l'objectif de respect des normes de qualité environnementale dans le milieu en 2015 fixé par la directive 2000/60/CE ;

Considérant les objectifs du SDAGE Artois-Picardie et son programme de mesures associé pour reconquérir ou maintenir le bon état des masses d'eau ;

Considérant les objectifs de réduction et de suppression de certaines substances dangereuses fixées dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 ;

Considérant la nécessité d'évaluer qualitativement et quantitativement par une surveillance périodique les rejets de substances dangereuses dans l'eau issus du fonctionnement de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement puis de déclarer les niveaux d'émission de ces substances dangereuses afin de proposer le cas échéant des mesures de réduction ou de suppression adaptées ;

Considérant les effets toxiques, persistants et bioaccumulables des substances dangereuses visées par le présent arrêté sur le milieu aquatique ;

Considérant les flux de substances dangereuses rejetés par l'établissement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

Article 1 : Objet

La société SEVELNORD, dont le siège social est situé 75 avenue de la Grande Armée – 75116 PARIS, doit respecter, pour ses installations situées Z.I. n°3 - BP 10 – 59111 LIEU ST AMAND, les prescriptions du présent arrêté préfectoral complémentaire qui vise à fixer les modalités de surveillance et de déclaration des rejets de substances dangereuses dans l'eau qui ont été identifiées à l'issue de la surveillance initiale.

Les prescriptions des actes administratifs antérieurs en dates des 11 janvier 1993, 4 décembre 2002 et 2 février 2006, sont complétées par celles du présent arrêté.

Article 2 : Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses

2.1 Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent arrêté doivent respecter les dispositions de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009 (téléchargeable sur le site www.rsde.ineris.fr).

2.2 Pour l'analyse des substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « Eaux Résiduelles », pour chaque substance à analyser.

2.3 L'exploitant doit être en possession de l'ensemble des pièces suivantes fournies par le laboratoire qu'il aura choisi, avant le début des opérations de prélèvement et de mesures, afin de s'assurer que ce prestataire remplit bien les dispositions de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009 :

1. Justificatifs d'accréditations sur les opérations de prélèvements (si disponible) et d'analyse de substances dans la matrice « eaux résiduelles » comprenant a minima :
 - a/ Numéro d'accréditation
 - b/ Extrait de l'annexe technique sur les substances concernées
2. Liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels

3. Tableau des performances et d'assurance qualité précisant les limites de quantification pour l'analyse des substances qui doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 1 du présent arrêté préfectoral complémentaire

4. Attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions figurant à l'annexe 2 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

2.4 Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci doit fournir à l'inspection avant le début des opérations de prélèvement et de mesures prévues à l'article 3 du présent arrêté, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3 de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009 et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations.

2.5 Les mesures de surveillance des rejets aqueux déjà imposées à l'industriel par l'arrêté préfectoral sur des substances mentionnées dans le présent arrêté peuvent se substituer à certaines mesures visées dans le présent arrêté, sous réserve du respect des conditions suivantes :

- la fréquence des mesures imposée dans le présent arrêté est respectée,
- les modalités de prélèvement et d'analyses pour les mesures de surveillance répondent aux exigences de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009, notamment sur les limites de quantification.

Article 3 : Poursuite de la surveillance initiale

Le programme de surveillance initiale de surveillance des substances dangereuses imposé par l'arrêté préfectoral du 23 février 2010 susvisé sera poursuivi dans les mêmes conditions que celles prescrites par le dit arrêté pour les substances suivantes :

Nom du rejet	Substance	Périodicité	Durée de chaque prélèvement	Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l
Rejet 3 : rejet vers la station d'épuration du SIA de Roeulx	Cuivre et ses composés	mensuelle	24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation	5

Le rapport de synthèse doit contenir les éléments définis à l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral du 23 février 2010, mais doit être fourni dans un délai maximal de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral

Les limites de quantification pour l'analyse des substances doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 1 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Article 4 : Mise en œuvre de la surveillance pérenne

L'exploitant met en œuvre sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté le programme de surveillance au point de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

Nom du rejet	Substance	Périodicité	Durée de chaque prélèvement	Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l
Rejet 3 : rejet vers la station d'épuration du SIA de Roeulx	nonylphénols	trimestrielle	24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation	0,1

Les limites de quantification pour l'analyse des substances doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 1 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Article 5 : Remontée d'informations sur l'état d'avancement de la surveillance des rejets

5.1 Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 3 du présent arrêté sont saisis dans le mois suivant leur réalisation sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet (GIDAF, <https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr>).

5.2 Déclaration annuelle des émissions polluantes

Les substances faisant l'objet de la surveillance pérenne décrite à l'article 4 du présent arrêté doivent faire l'objet d'une déclaration annuelle conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (déclaration GEREPE). Ces déclarations peuvent être établies à partir des mesures de surveillance prévues à l'article 3 du présent arrêté ou par toute autre méthode plus précise validée par les services de l'inspection.

Article 6 :

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

ANNEXE 1 : TABLEAU DES PERFORMANCES ASSURANCE QUALITE (annexe 5.2 de la circulaire du 5 janvier 2009)

Substance	Code SANDRE	Catégorie de Substance : -1 = <i>dangereuses prioritaires</i> , - 2 = <i>prioritaires</i> , - 3 = <i>pertinentes liste 1</i> , - 4 = <i>pertinentes liste 2</i> <i>(cf :article 3 de l'AP)</i>	Limite de quantification à atteindre par les laboratoires : LQ en µg/l <i>(source : annexe 5.2 de l'annexe 5 de la circulaire du 05/01/2009)</i>
Nonylphénols	6598	1	0,1
Cuivre et ses composés	1392	4	5

ANNEXE 2 : ATTESTATION DU PRESTATAIRE

Je soussigné(e)

(Nom, qualité)

Coordonnées de l'entreprise :

.....

(Nom, forme juridique, capital social, RCS, siège social et adresse si différente du siège)

.....

.....

- reconnais avoir reçu et avoir pris connaissance des prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses pour la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses pour le milieu aquatique et des documents auxquels il fait référence.

- m'engage à restituer les résultats dans un délai de XXX mois après réalisation de chaque prélèvement ¹

- reconnais les accepter et les appliquer sans réserve.

A :

Le :

Pour le soumissionnaire*, nom et prénom de la personne habilitée à signer le marché :

Signature :

Cachet de la société :

*Signature et qualité du signataire (qui doit être habilité à engager sa société) précédée de la mention « Bon pour acceptation »

¹ L'attention est attirée sur l'intérêt de disposer des résultats d'analyses de la première mesure avant d'engager la suivante afin d'évaluer l'adéquation du plan de prélèvement, en particulier lors des premières mesures.

ANNEXE 3 : Lettre DREAL du 04/09/2012 de consultation de l'exploitant sur le projet d'APC



Liberté • Egalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

Direction Régionale
de l'Environnement I
de l'Aménagement et du Logement

Unité Territoriale
du Hainaut-Cambrésis-Douais
Parc d'Activités de l'Aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes cedex
9h00 - 12h00 / 14h00 - 17h00
(16h15 le vendredi)

Affaire suivie par Richard PREUVOT
richard.preuvot@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 03 27 21 05 15
Fax : 03 27 21 00 54

RP/V2.2012.553

Prouvy, le 4 septembre 2012

Monsieur le Directeur
SEVELNORD

Zone Industrielle n°3

59111 HORDAIN

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement.
Poursuite de la surveillance initiale et prescription de la surveillance pérenne
des substances dangereuses à mesurer dans les eaux industrielles rejetées par
votre établissement.

Référence : Vos courriers du 28 novembre 2011 et 7 août 2012.

Monsieur le Directeur,

Par arrêté préfectoral complémentaire du 23 février 2011, il vous avait été demandé de
procéder à la phase initiale de surveillance de vos rejets aqueux dans le cadre de l'action
nationale de recherche et réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau pour
votre site d'Hordain.

Par premier courrier cité en référence, conformément à l'article 3.2 de l'arrêté
préfectoral susvisé, vous avez transmis à l'inspection des installations classées votre rapport
sur cette surveillance initiale. En conclusion de ce rapport, sur la base de l'ensemble des
analyses effectuées, vous proposez :

- la surveillance pérenne pour le nickel, assortie d'un plan d'actions par lequel vous
précisez avoir déjà substitué les produits contenant du nickel et utilisés dans votre
procédé de traitement de surface par un autre produit, dénommé ZIRCOBOND,
- la surveillance pérenne pour les nonylphénols.

Après examen par l'inspection des installations classées de ce rapport, complété par
votre envoi du 7 août 2012, et de vos propositions, il s'avère que :

- ce dernier rapport contient tous les éléments d'appréciation exigés,
- vos propositions de classement des substances peuvent être retenues.

Cependant, l'examen de la fiche de données de sécurité du ZIRCOBOND que vous
avez jointe à votre courrier du 7 août 2012 laisse apparaître que celui-ci contient du cuivre,
substance référencée par la circulaire ministérielle du 5 janvier 2009 relative à la mise en
œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances

dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées pour la protection de l'environnement.

Or, cette substance n'a pas été suivie dans le cadre de la surveillance initiale de vos rejets aqueux.

Il importe donc de poursuivre la surveillance de cette substance dans les mêmes conditions que celles prescrites par l'arrêté préfectoral du 23 février 2011 susvisé.

Je vous invite à étudier en détail le projet d'arrêté préfectoral complémentaire proposant, d'une part, la poursuite de la surveillance initiale pour le cuivre et ses composés, et, d'autre part, la surveillance pérenne pour les nonylphénols et à me faire part de vos remarques éventuelles sous un mois. A défaut de réponse dans les délais impartis, il sera considéré que vous n'avez pas d'observation particulière à formuler. Ce projet d'arrêté sera ensuite proposé à Monsieur le Préfet pour inscription à l'ordre du jour d'un prochain conseil département de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST).

Je vous informe également que l'annexe 5 de la circulaire du 5 janvier 2009 susvisée, disponible sur le site www.aida.ineris.fr, précise les prescriptions techniques que doit respecter le laboratoire que vous choisirez pour la réalisation des opérations de prélèvements et d'analyses de substances dangereuses dans l'eau prescrites dans le projet d'arrêté préfectoral.

Enfin, les substances dangereuses prioritaires **nonylphénols** ayant été détectées dans vos rejets, je vous invite à prendre **toutes les dispositions adéquates pour que ces émissions soient supprimées à l'échéance de 2021**, conformément à la directive cadre sur l'eau pour cette catégorie de substances dangereuses.

Je reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire et vous prie de croire, Monsieur le Directeur, en l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Directeur et par délégation,
Pour le Chef d'unité et par subdélégation,
L'Inspecteur des installations classées



Richard PREUVOT

